



L'Amérique, l'utilité à long terme de la puissance aérienne, les soulèvements tunisiens, l'accaparement de terres du Sud par le Sud et les ambassadeurs

Le système international est en mutation permanente et toute caractérisation du monde actuel se révèle extrêmement discutable. Pourtant, la véritable question qui sous-tend ce débat est de savoir à quoi ressemblera le système international de demain. Et peut-être plus important encore, quels types de stratégies les états doivent-ils adopter pour contribuer à le structurer de la manière la plus avantageuse pour eux ? Il ne fait aucun doute que les grandes puissances qui dominent le système international actuel sont les États-Unis et la Chine et, par conséquent, les relations de ces deux pays font l'objet de nombreuses études, comme le soulignent le Prof. Tanguy Struye de Swielande et Dorothee Vandamme dans l'article intitulé « Amérique, tu es un leader, assume ton rôle ». La plupart des travaux cherchant à prédire l'avenir des relations sino-américaines proposent divers scénarios, y compris une guerre hégémonique et une gouvernance mondiale. Tous présupposent implicitement une redistribution des pouvoirs au sein du système. Seules quelques rares analyses se sont penchées sur la possibilité pour les États-Unis de préserver leur position dominante. Ce scénario mérite cependant d'être examiné, notamment à la lumière de « l'écart entre les attentes et les moyens » de la Chine et du paradoxe de la puissance non-réalisée. Il va sans dire que Beijing est en mesure de rivaliser avec Washington dans certains domaines, néanmoins les États-Unis continuent de dominer le système international. Cette hégémonie leur permet d'adapter leur leadership afin d'intégrer la Chine dans l'ordre mondial. Les auteurs s'efforcent de comprendre les implications des rôles et perceptions dans l'évolution de l'ordre international, ainsi que les types de leadership que devraient adopter les États-Unis pour gérer les conflits inter-rôle avec la Chine, éviter le scénario de guerre hégémonique à la Thucydide et, au final, conserver leur position de leader mondial.

Dans son article intitulé « La force aérienne, la grande stratégie et la sécurité nationale : mieux comprendre l'utilité persistante de la puissance aérienne », le Prof. Robert

Ehlers examine les vicissitudes des appels lancés pendant près de 70 ans en vue de mettre un terme à l'indépendance de l'US Air Force et d'intégrer ses composantes au sein des autres forces militaires. Au cours des 15 dernières années, la véhémence des critiques formulées à l'encontre de l'utilité de l'US Air Force, et par conséquent du maintien de son indépendance, s'est toutefois accrue. Cet article défend un point de vue opposé, centré sur la constante utilité des forces aériennes dans la poursuite des grands objectifs stratégiques américains et la mise en œuvre de mesures politiques. S'il analyse l'importance de la puissance aérienne intégrée à une force interarmées équilibrée dans le cadre de guerres conventionnelles et son efficacité souvent négligée dans d'autres types de conflits armés, l'article s'intéresse plus particulièrement à l'efficacité du soutien qu'apportent l'US Air Force et ses nombreuses ressources aux décideurs politiques dans la réalisation de leurs objectifs stratégiques en dehors des conflits armés. Il met l'accent sur cet aspect relativement peu étudié de la contribution de cette force à la sécurité et à la prospérité de notre nation, et de ses principaux alliés et partenaires, invitant ainsi le lecteur à appréhender sous un angle différent et plus favorable le large éventail de capacités déployées par la force aérienne (et aérospatiale) indépendante. L'examen de ces capacités et de leur utilisation dans une perspective plus vaste, qui va bien au-delà de la guerre et considère cette dernière, à juste titre, comme le dernier recours politique, offre une vision approfondie et plus nuancée de la force aérienne et de la puissance aérienne, définies comme deux actifs durables extrêmement importants. Il est vrai qu'aucune force, y compris la force aérienne, ne peut prétendre à la perfection, que ce soit sur les théâtres d'opérations ou dans le cadre d'autres missions. Il n'en reste pas moins que l'US Air Force a largement fait ses preuves aux côtés des autres forces.

Dans l'article intitulé « Les actions de l'armée tunisienne à Gafsa en 2008 et lors du soulèvement protestataire de 2011 », le Prof. Landry Signé et Rémy Smida expliquent la transition tunisienne de 2011 à partir d'une analyse du rôle déterminant joué par l'armée dans la chute du régime du président Zine El Abidine Ben Ali. Quelle logique sous-tend la décision militaire de refuser d'obéir à l'ordre de Ben Ali et d'ouvrir le feu sur les manifestants ? Pourquoi l'armée tunisienne tire sur les protestataires lors des manifestations de 2008 dans la ville de Gafsa, mais refuse de le faire lors du soulèvement décisif de 2011 ? Les auteurs soutiennent qu'au vu de l'équilibre des forces sur le terrain, l'armée avait tout intérêt à soutenir la population et à se servir d'un point d'accès stratégique pour porter un « coup » décisif au régime. Leur étude présente la première analyse qui s'appuie sur la théorie des jeux pour expliquer la transition tunisienne de 2011, et plus particulièrement, les interactions entre le régime de Ben Ali et l'armée. Si plusieurs analyses ont étudié cette mobilisation populaire sans précédent pour éclairer la chute du président, rares sont celles qui se penchent sur le rôle des forces armées. Bien qu'ils soulignent le « mépris » des militaires pour le régime, les auteurs prétendent toutefois que la logique de l'une des armées les plus professionnelles de la région explique le refus

des soldats d'ouvrir le feu sur la population lors de la vague de protestations nationales de 2011.

Dans son article intitulé « L'accaparement de terres du Sud par le Sud : le cas des investissements coréens dans la sous-région du Grand Mékong », la Prof. Teresita Cruz-del Rosario soutient que l'accaparement de terres en Asie du Sud-Est, et notamment dans la sous-région du Grand Mékong, se développe à grande échelle à un rythme sans précédent. Le Cambodge, le Laos et la Birmanie sont des pays particulièrement visés par le capital transnational en quête de droits fonciers. Face à cette « course mondiale aux terres arables », les états qui connaissent une croissance économique rapide sont confrontés à une pénurie croissante de denrées alimentaires pour nourrir leurs populations en expansion, ainsi qu'à une diminution de leur surface agricole. À cet égard, la Corée du Sud apparaît comme un exemple édifiant. Les terres sont remplacées par des ressources en capital, un phénomène appelé « substitution terres-capital ». Les terres demeurant une caractéristique inhérente indispensable à la sécurité socio-économique, notamment en cas d'impossibilité de se procurer des capitaux, la perte de terres aggrave les insécurités existantes et empêche les populations déplacées d'avoir accès à des mesures socio-économiques susceptibles de réduire ces insécurités. L'article étudie plus avant ce phénomène dans la sous-région du Grand Mékong et voit dans le complexe « agriculture-alimentation-fourrage-carburant » la logique qui sous-tend l'acquisition de terres à grande échelle.

Le Prof. Dennis Jett, ambassadeur américain à la retraite, révèle dans « Le choix des ambassadeurs » qu'on peut être ambassadeur américain dans près de 165 endroits différents dans le monde. L'affectation des personnes repose sur de nombreux facteurs dont le rôle n'est pas facile à comprendre. Le plus important réside dans la distinction entre officier de carrière et bénéficiaire d'une nomination politique. Cependant, d'autres éléments influencent la nomination des ambassadeurs et des aspects aussi hétéroclites que le sexe, la race, l'orientation sexuelle, la religion et l'opinion personnelle en matière d'avortement peuvent s'avérer déterminants. Dans son article, le professeur Jett explique comment ces facteurs influent sur le lieu d'affectation des ambassadeurs et pourquoi aucune théorie générale n'est apte à fournir une explication appropriée.

Rémy M. Mauduit, Éditeur
Air and Space Power Journal–Afrique et Francophonie
Maxwell AFB, Alabama